



Envoyé en préfecture le 24/04/2023

Reçu en préfecture le 24/04/2023

Publié le 24/4/2023

ID : 083-288300411-20230417-A\_2023\_141-AU

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU VAR  
**ARRETE N° 2023 -141**

**PORTANT OUVERTURE DES CONCOURS EXTERNE, INTERNE ET 3<sup>ème</sup> CONCOURS  
D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2<sup>ème</sup> CLASSE - SESSION 2024  
ORGANISE PAR LE CENTRE DE LA GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIAL  
DU VAR EN CONVENTION AVEC LES CENTRES DE GESTION DES BOUCHES-DU-RHONE,  
DES ALPES-MARITIMES, DES HAUTES-ALPES, DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE ET DU  
VAUCLUSE**

Nous, Christian SIMON, Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR, Maire de LA CRAU,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 94-163 du 16 février 1994, ouvrant aux ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne autres que la France, l'accès à certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,

Vu le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021 pris en application de l'article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en vue de limiter l'inscription d'un candidat à un concours permettant l'accès à un emploi du même grade organisé simultanément par plusieurs centres de gestion,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

Vu le décret n° 2007-108 du 29 janvier 2007 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des adjoints techniques territoriaux de 1<sup>ère</sup> classe,

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique,

Vu l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant la liste des options pour les concours d'adjoints techniques territoriaux de 1<sup>ère</sup> classe,



Siège administratif : 860, Route des avocats – 83260 LA CRAU – Tél.04 94 00 09 20 – Fax.04 94 00 09 55  
Adresse postale : CS 70576 – 83041 Toulon cedex 9 - Courriel: [cdg83@cdg83.fr](mailto:cdg83@cdg83.fr)

CS 70576 - 83041 Toulon cedex 9 - Tél. 04 94 00 09 20 - Fax 04 94 00 09 55 - Courriel : [cdg83@cdg83.fr](mailto:cdg83@cdg83.fr)

Considérant le recensement des besoins départementaux pour le concours d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe effectué auprès de l'ensemble des collectivités territoriales et établissements publics du Var,

Considérant les demandes de conventionnement effectuées par les Centres de Gestion des BOUCHES-DU-RHONE, des ALPES-MARITIMES, des HAUTES-ALPES, des ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE et du VAUCLUSE,

Considérant que la somme des 181 postes ouverts pour le Centre de Gestion du Var , **les 67 postes dans la spécialité bâtiment, travaux publics et voiries réseaux divers** (3 postes en option agent d'exploitation de la voirie publique et 3 postes en option maçon, ouvrier du béton du Centre de gestion des BOUCHES-DU-RHONE, 27 postes en option agent d'exploitation de la voirie publique et 5 postes en option maçon, ouvrier du béton du Centre de gestion des ALPES-MARITIMES, 1 poste en option agent d'exploitation de la voirie publique du Centre de gestion des ALPES-DE-HAUTE- PROVENCE, 4 postes en option agent d'exploitation de la voirie publique du Centre de gestion du VAUCLUSE, 14 postes en option agent d'exploitation de la voirie publique et 10 postes en option Maçon, ouvrier du béton du Centre de gestion du VAR), **les 29 postes dans la spécialité environnement, hygiène** (3 postes en option hygiène, entretien des locaux et espaces publics du Centre de gestion des BOUCHES-DU-RHONE, 7 postes en option hygiène, entretien des locaux et espaces publics du Centre de gestion des ALPES-MARITIMES, 2 postes en option hygiène, entretien des locaux et espaces publics du Centre de gestion du VAUCLUSE, 17 postes en option hygiène, entretien des locaux et espaces publics du Centre de gestion du VAR), **les 27 postes dans la spécialité restauration** (4 postes en option restauration collective du Centre de gestion des ALPES-MARITIMES , 10 postes en option restauration collective du Centre de gestion des HAUTES-ALPES, 13 postes en option restauration collective du Centre de gestion du VAR), **les 58 postes dans la spécialité espaces naturels, espaces verts** (8 postes en option employé polyvalent des espaces verts et naturels du Centre de gestion des BOUCHES-DU-RHONE, 29 postes en option employé polyvalent des espaces verts et naturels du Centre de gestion des ALPES-MARITIMES, 3 postes en option employé polyvalent des espaces verts et naturels du Centre de gestion des HAUTES-ALPES, 4 postes en option employé polyvalent des espaces verts et naturels du Centre de gestion du VAUCLUSE, 14 postes en option employé polyvalent des espaces verts et naturels du Centre de gestion du VAR) correspond à la totalité des besoins formulés pour ce concours.

## ARRETONS

**Article 1 :** Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Var organise les concours Externe, Interne et Troisième concours d'adjoint technique territorial de 2<sup>ème</sup> classe au titre de l'année 2024, pour les spécialités :

- Bâtiment, travaux publics et voiries réseaux divers, option maçon, ouvrier du béton et option agent d'exploitation de la voirie publique,
  - Espaces naturels, espaces verts, option employé polyvalent des espaces verts et naturels,
  - Restauration, option restauration collective : liaison chaude, liaison froide,
  - Environnement, hygiène, option hygiène et entretien des locaux et espaces publics,
- pour 181 postes répartis comme suit :



Spécialités ouvertes	Option	Externe	Interne	3 <sup>ème</sup> concours	TOTAL
Bâtiment, travaux publics et voiries réseaux divers	Maçon, ouvrier du béton	8	7	3	18
	Agent d'exploitation de la voirie publique	20	20	9	49
Espaces naturels, espaces verts	Employé polyvalent des espaces verts et naturels	24	23	11	58
Restauration	Restauration collective : liaison chaude, liaison froide	11	11	5	27
Environnement, hygiène	Hygiène et entretien des locaux et espaces publics	12	12	5	29
<b>TOTAL</b>		<b>75</b>	<b>73</b>	<b>33</b>	<b>181</b>

**Article 2** : Dans le cadre des dispositions du décret n° 2021-376 du 31 mars 2021, le GIP informatique des Centres de Gestion a développé un portail national dénommé « concours-territorial.fr » outil qui permet de garantir l'inscription unique des candidats auprès d'un seul Centre de Gestion.

Les candidats devront se préinscrire sur le portail national [www.concours-territorial.fr](http://www.concours-territorial.fr) ou sur le site internet du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR, [www.cdg83.fr](http://www.cdg83.fr), **en priorité**.

A défaut les candidats pourront se préinscrire à l'accueil du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR qui mettra un point d'accès internet pendant la période de pré-inscription (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h) ou en dernier ressort par courrier en adressant une demande écrite à l'adresse suivante : Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR – CS 70576 – 83041 TOULON CEDEX 9. Dans ce dernier cas, la période d'inscription suit alors les mêmes règles que celles des candidatures dématérialisées, procédure précisée dans la lettre accompagnant le dossier imprimé en format papier.

**La période d'inscription est fixée du 23 mai 2023 au 6 juillet 2023 inclus, découpée comme suit :**

- **Préinscription en ligne du 23 mai au 28 juin 2023, 23h59 dernier délai (heure métropolitaine)**  
Cette préinscription générera automatiquement un formulaire d'inscription ainsi que la création d'un espace sécurisé du candidat.  
Cette préinscription ne sera considérée comme inscription qu'au moment de la validation de l'inscription par le candidat, à partir de son espace sécurisée.
- **Validation de l'inscription (du 23 mai au 6 juillet 2023, 23h59 dernier délai – heure métropolitaine) et dépôt des pièces justificatives**  
Le candidat devra ainsi, à partir de son espace sécurisé, valider son inscription. En l'absence de validation de l'inscription dans les délais (soit au plus tard le 6 juillet 2023, 23h59 dernier délai – heure métropolitaine), la préinscription en ligne sera annulée.  
Le candidat pourra dans le même temps, déposer de manière dématérialisée les pièces justificatives requises.

**Article 3 :** Quel que soit le moyen par lequel le candidat s'est inscrit, lorsque la base de données dénommée « concours – FPT » identifie un candidat déjà inscrit à un concours pour l'accès à un même grade de l'un des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale organisé par plusieurs Centres de Gestions et dont les épreuves ont lieu simultanément, l'inscription antérieure à sa nouvelle inscription est automatiquement supprimée. Seule la dernière inscription est prise en compte dans cette base de données. Pour les inscriptions par voie électronique, la dernière inscription est celle saisie le plus tardivement par le candidat jusqu'à la date de clôture des inscriptions. Le candidat et le Centre de gestion concernés reçoivent notification de la suppression ainsi effectuée des inscriptions antérieures au profit de l'inscription retenue.

**Article 4 :** A titre exceptionnel, en cas de problème technique, les candidats pourront transmettre par voie postale leur formulaire d'inscription accompagné des pièces justificatives requises au plus tard le 6 juillet 2023, dernier délai, cachet de la poste faisant foi.

La candidature d'une personne n'ayant pas sollicité de dossier d'inscription auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR ne sera pas recevable. Tout dossier qui ne serait que la photocopie ou le recopiage d'un autre dossier sera rejeté. Les captures d'écran ou leur impression ne seront pas prises en compte, ainsi que les formulaires d'inscription adressés par télécopie ou par courrier électronique.

De même, l'absence de transmission du formulaire dans les délais, quelle qu'en soit la cause (retard, perte, grève..), engage la responsabilité de l'émetteur et entraîne un refus systématique d'admission à concourir.

**Article 5 :** La date prévisionnelle des épreuves écrites est arrêtée au 18 janvier 2024 à LA CRAU. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR se réserve la possibilité, au regard des contraintes matérielles d'organisation, d'ouvrir aux candidats plusieurs centres d'examen pour le déroulement des épreuves dans le département du VAR.



**Article 6** : Les candidats en situation de handicap souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation pourront en faire la demande lors de leur inscription. Ils devront produire à l'appui un certificat médical fourni lors de la validation du dossier d'inscription, renseigné par un médecin agréé différent du médecin traitant du candidat. Il précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation. Les aides et aménagements sollicités ne doivent pas être disproportionnés au regard des moyens, notamment matériels et humains, dont dispose le centre de gestion.

Ce certificat médical doit être établi 6 mois maximum avant le déroulement des épreuves et fourni au centre de gestion organisateur au plus tard 3 semaines avant le début des épreuves d'admissibilité. La date limite d'envoi au CDG83 du certificat médical, pour inscription à cet examen, est fixée au 28 décembre 2023.

Seul le modèle de certificat médical établi par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR sera accepté.

**Article 7** : La composition du jury, la planification du déroulement des épreuves ainsi que les réunions du jury feront l'objet d'arrêtés ultérieurs.

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves est arrêtée par le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR.

**Article 8** : Tous renseignements complémentaires pourront être communiqués sur simple demande écrite adressée à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR.

**Article 9** : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage simultanément dans les locaux du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var, organisateur, des Centres de Gestion conventionnés, de la délégation régionale du Centre National de la Fonction Publique Territoriale et dans les locaux de Pôle Emploi.

Le présent arrêté sera également publié par voie électronique sur le site internet de l'autorité organisatrice du concours au [www.cdg83.fr](http://www.cdg83.fr).

**Article 10** : Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR est chargé de l'exécution du présent arrêté, susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Ampliation sera transmise à Monsieur Le Préfet du Département du Var.

Fait à LA CRAU, le 17 avril 2023

Pour le Président Christian SIMON,  
et, par délégation,  
le 2ème Vice-président

  
René UGO

Maire de SEILLANS

Président de la Communauté de Communes du Pays de  
Fayence

